

URBACT

BULLETIN D'INFORMATION

Mars 2012

2





CO-RESPONSABILITÉ

LA CO-RESPONSABILITÉ : UNE NOUVELLE RELATION ENTRE LE GOUVERNEMENT LOCAL ET LES CITOYENS

EMMANUEL MOULIN : UN NOUVEAU DIRECTEUR AU SECRETARIAT URBACT

JOURNEES D'INFORMATION URBACT ; DYNAMIQUES DES QUARTIERS EN DIFFICULTE ; NEWSLETTER EUKN

À la loupe :
La co-responsabilité, une nouvelle relation entre le gouvernement local et les citoyens



La co-responsabilité pourrait être une solution aux nouveaux défis auxquels les Etats-providence traditionnels sont confrontés aujourd'hui. L'approche pourrait répondre au besoin croissant de nouveaux types de services et de formes novatrices de prestation de services.

Jon Bloomfield, expert référent du projet URBACT TOGETHER, aborde cette question dans son récent

article « La relation émergente entre les autorités locales et les citoyens ».

La co-responsabilité est une philosophie basée sur l'observation et les idées des citoyens eux-mêmes. Selon cette approche, les mairies, les associations civiques et les citoyens dans leurs différents rôles et formes (parents, usagers des services, passagers, etc.) travaillent tous ensemble pour définir les meilleures façons d'améliorer les prestations de services sociaux ou économiques. Huit villes européennes, inspirées par cette pensée sociale développée dans la Charte de responsabilité sociale du Conseil de l'Europe, ont décidé de développer ensemble des actions pilotes sur la base de ce principe de co-responsabilité dans le cadre du projet URBACT TOGETHER.

Qu'est-ce qui est nouveau avec l'approche de co-responsabilité?

Jon Bloomfield explique que, tout d'abord, il s'agit

d'une nouvelle façon d'écouter les citoyens, et deuxièmement, c'est une nouvelle façon de les impliquer dans la résolution des principaux facteurs de « mal-être » qu'ils peuvent rencontrer, grâce à une approche « bottom-up ».

Cette philosophie de partenariat reconnaît que l'État ne peut pas tout fournir tout seul, mais doit travailler en partenariat. En outre, ce doit être un partenariat où chacun partage la prise de décision.

Pour mettre en place la possibilité d'une action de partenariat, les citoyens sont invités à donner leur avis sur les principales raisons de leur « mal-être ». L'information est recueillie à partir de groupes de réflexion formés de citoyens, qui répondent à des questions ouvertes sur ce qu'ils considèrent comme le bien-être et le « mal-être ». Dans le projet TOGETHER, ces réponses ont été recueillies à travers les groupes de soutien local URBACT.

Des actions pilotes pour améliorer l'accès à l'emploi et offrir une meilleure vie travail-famille

Dans le cadre de TOGETHER, les partenaires ont développé des actions pilotes en s'appuyant sur le principe de la co-responsabilité.

Par exemple, la ville de Mulhouse (France) dirige maintenant un nouveau projet avec les citoyens qui reçoivent un revenu minimum, dans lequel des contrats liant plusieurs parties prenantes sont développés afin de changer la relation entre l'autorité locale, les services de prestation de services et les demandeurs de prestations. L'objectif est d'aborder la question de l'intégration sociale dans une perspective de partenariat et de réciprocité plutôt que suivant la traditionnelle relation autorité / client.

Le département a travaillé en collaboration avec 25 familles durant trois mois, avec la tenue de réunions régulières en présence d'un animateur de théâtre et d'un psychologue. A la fin du projet, la moitié des participants ont souscrit à un programme d'activités de 10 mois, organisé autour des questions de bien-être et « mal-être ». A la fin du premier programme, la moitié des participants avaient trouvé un nouvel emploi. L'autorité locale a décidé de lancer un second projet pilote avec 17 familles. En plus de l'amélioration des situations individuelles des utilisateurs, le département espérait que les projets pilotes fourniraient à l'autorité locale de meilleurs indicateurs pour comprendre la situation des populations précaires avec lesquelles ils traitent.

D'autres actions se concentrent beaucoup plus

directement sur les questions familiales et sociales. A Covilha (Portugal), dans un projet appelé « Un Centre du Temps », un centre communautaire polyvalent géré par des ONG a été créé, avec un financement de base de la municipalité. L'objectif est clairement de développer une nouvelle relation avec ses principaux utilisateurs. Ce centre fournit des services visant à aider les familles à concilier les contraintes de temps de la vie familiale, du travail et des loisirs. Il propose une large gamme de services, de soutien scolaire, d'activités parascolaires pour les enfants ou de formation multimédias, brisant la logique de services destinés à un seul groupe de clients.

La dimension économique de la co-responsabilité

Selon Jon Bloomfield, ces nouvelles approches ne doivent pas s'appliquer seulement aux questions sociales et familiales, elles peuvent aussi porter sur des questions économiques. Par exemple, à Botkyrka (Suède), le comité des associations et des organisations civiques locales et la mairie travaillent sur de nouvelles façons de faire face à l'achat de services. Ils définissent ensemble de nouveaux critères pour la sous-traitance des services locaux tels que le nettoyage, la restauration et la sécurité des installations communautaires locales et des bâtiments municipaux. L'objectif est que ces services puissent être livrés plus étroitement à la communauté pour laquelle ils sont destinés, avec l'espoir que les organisations communautaires implantées localement seront alors en position de gagner des contrats.

Faire progresser la co-responsabilité

Jon Bloomfield est persuadé qu'au-delà des actions pilotes, l'élaboration de tels projets devrait contribuer à façonner la pensée globale de chaque municipalité. Par exemple, à Botkyrka, les processus d'engagement de la communauté sont déjà bien installés, mais ces nouvelles actions visent à les renforcer davantage. Le projet TOGETHER représente l'opportunité d'injecter de nouvelles pratiques dans ces processus, et ainsi approfondir l'engagement démocratique de la communauté locale et de ses organisations.

En savoir plus:

- [The emerging relationship between council and citizens](#) – URBACT Tribune PDF (uniquement disponible en anglais)
- [TOGETHER](#) – URBACT website

REPORTAGE

4

Emmanuel Moulin : Un nouveau directeur à la tête du Secrétariat URBACT



Emmanuel Moulin a rejoint le Secrétariat URBACT en tant que directeur en février. Son large champ

d'expérience en matière de politiques urbaines et environnementales, à la fois en France et en Allemagne, l'a convaincu des bénéfices de l'approche d'URBACT. Il partage avec nous sa vision et ses ambitions.

Quelles étaient vos motivations en rejoignant le Secrétariat URBACT en tant que directeur?

Ma vie professionnelle a été consacrée au développement urbain, à la conception et la mise en œuvre de politiques au niveau national, régional et local. J'ai travaillé à la revitalisation des anciennes zones industrielles dans la région de la Ruhr; sur les politiques de logement, sur le développement social et sur l'urbanisme local dans le nord de la France; sur l'aménagement et l'immobilier à Berlin et à Lyon; sur la protection du littoral, le développement portuaire et la politique des transports en Normandie; sur l'aménagement du territoire, la planification et la politique foncière à Paris; et sur le développement urbain d'un quartier scientifique à Marne La Vallée. Dans tous ces postes, je me suis assuré de deux choses: d'abord, que les actions ont été conçues en collaboration avec les bénéficiaires, pour assurer un succès à long terme et, deuxièmement, que toutes les administrations et parties prenantes ont été impliquées, afin de prendre en compte leurs préoccupations dans une approche globale et durable.

Grâce à de nombreux échanges, travaux ou études comparatives à travers l'Europe, j'ai pris par ailleurs conscience de la nécessité de prêter attention à certaines caractéristiques spécifiques d'un modèle européen de l'urbanisme. Alors, lorsqu'on m'a demandé de diriger le Secrétariat URBACT, il était évident que la réponse serait oui!

Avec plus de 25 ans d'expérience dans la politique urbaine et environnementale en France et en Allemagne, votre poste le plus récent était à la tête d'une direction départementale de l'Etat français responsable pour la politique du logement, la rénovation urbaine, l'aménagement du territoire, et de l'environnement. Qu'est-ce que ces expériences dans le domaine vous ont enseigné sur la nécessité de mettre en œuvre des programmes de coopération tels qu'URBACT, pour encourager les villes de l'UE à travailler ensemble?

Dans mon poste précédent de directeur départemental de l'Équipement puis de directeur départemental des territoires du "Val d'Oise" dans le nord de Paris (une zone densément peuplée avec 1,1 millions d'habitants et 185 municipalités), pour le ministère français de l'Environnement, du Développement Durable, des Transports et du Logement, j'ai constaté que le facteur clé pour la réussite des politiques publiques est l'implication du niveau local et sa capacité à mettre en œuvre ces politiques.

La plupart des maires et du personnel technique que j'ai rencontrés se sentaient très seuls face à de grands défis, tels que le manque de logements sociaux ou l'accès aux transports publics, des copropriétés dégradées, les difficultés rencontrées pour réutiliser des espaces abandonnés ou pollués. Ce n'était pas facile pour eux de chercher de nouvelles idées et des solutions concrètes en dehors du périmètre de la municipalité. Je pense que c'est exactement le type d'apprentissage et d'échange qu'URBACT peut leur apporter de façon transnationale.

Les projets URBACT à travers l'Europe cherchent des solutions aux défis urbains. Pourriez-vous mettre en évidence des exemples qui correspondent aux défis que vous avez rencontrés par le passé?

Je pourrais prendre l'exemple du projet URBACT RegGov, qui a mis l'accent sur la gouvernance régionale du développement intégré et durable des zones urbaines défavorisées. Une question clé de RegGov était qu'un projet local pour un quartier défavorisé doit être intégré dans une stratégie à l'échelle de la ville dans son ensemble: vous avez besoin de travailler d'une manière globale à tous les niveaux de la « gouvernance ».

Mon expérience passée m'a montré, pour citer un exemple, que ces quartiers ont souvent un accès

très limité aux services et aux emplois situés dans d'autres parties de la ville. Il est donc particulièrement difficile d'améliorer la situation des habitants, sans une amélioration du système de transports géré au niveau de la ville ou au niveau métropolitain.

Un des points forts du programme est de promouvoir une approche intégrée du développement urbain, impliquant des personnes de tous les secteurs. Pourquoi est-ce important?

Le concept de développement urbain intégré, mis en évidence par la Charte de Leipzig en 2007, est une question clé pour les projets URBACT. Par exemple, si vous voulez améliorer la situation de certaines zones urbaines, notamment les grands projets de logements sociaux, vous devez intégrer les différentes politiques publiques et faire participer toutes les parties prenantes importantes. Il est nécessaire de développer des initiatives territoriales qui ne combinent pas seulement les investissements physiques dans le bâtiment et les infrastructures, mais qui promeuvent également le développement économique, les dimensions sociales et les questions environnementales.

À votre avis, comment URBACT peut bénéficier aux villes de toute l'Europe, y compris celles qui n'ont pas pris part directement à des projets?

Le programme URBACT II a impliqué 300 villes et plus de 5000 participants depuis sa création en 2007. J'ai pris part à l'université d'été URBACT de Cracovie au mois d'août dernier et j'ai découvert la richesse des débats et la forte implication des personnes qui ont eu la chance de participer à des projets URBACT. Nous investissons beaucoup de temps dans la capitalisation de ces expériences. J'encourage tout le monde à lire notre brochure "Résultats des projets URBACT". Dans les mois à venir, nous allons mettre un accent particulier sur la diffusion de ces résultats. Nous voulons atteindre les praticiens dans toute l'Europe, en utilisant autant que possible leur langue et leur culture. Pour ce faire, les Points nationaux de dissémination URBACT à travers l'UE joueront un rôle clé. Nous allons aussi encourager nos partenaires à tirer le meilleur parti des médias sociaux. La conférence annuelle URBACT de 2012 à Copenhague en Décembre sera aussi un moment fort pour les activités d'échange et d'apprentissage.

Et une dernière question, si vous pouviez inventer votre ville européenne du futur, à quoi ressemblerait-elle?

Ma ville idéale serait adaptée aux besoins nouveaux, mais avec de profondes racines historiques, et des traits caractéristiques qui auront été maintenus au travers des siècles. Les gens de tous âges et capacités vivraient ensemble et échangeraient des services. Chaque quartier aurait une grande diversité sociale. Ma ville de rêve, aurait, selon les mots de l'urbaniste Kevin Lynch, "la forme d'une bonne ville" où les gens se sentent bien : des espaces publics vivants et une utilisation mixte de l'espace, préférant des maisons mitoyennes à des maisons individuelles, avec une structure facilement adaptable aux futurs changements économiques et sociaux. Avec des transports en commun efficaces et faciles d'accès, une ville qui se prête à la marche, et qui éviterait les mégastuctures. La nature serait présente dans les jardins ou les parcs publics ; des forêts environnantes pénétreraient en fins linéaments jusque dans le centre ville, avec des lacs qui seraient dans la ville et facilement accessibles en transports en commun. La ville préserverait des ressources naturelles rares et n'aurait plus besoin d'importer de l'énergie: les bâtiments produiraient plus d'énergie qu'ils n'en auraient besoin pour le chauffage et l'éclairage, et l'excédent serait utilisé pour les voitures électriques et les transports de toutes sortes.

En savoir plus:

- [Brochure 'URBACT Results'](#) - PDF (disponible uniquement en anglais)
- [Secrétariat URBACT](#) - site web URBACT

ACTUALITÉS

6

Que s'est-il passé pendant les JOURNÉES D'INFORMATION URBACT ?



Les JOURNÉES D'INFORMATION URBACT (URBACT INFODAYS), organisées dans 19 pays, ont attiré plus de 1 000 participants de différentes villes partout en Europe entre décembre et février. Ces événements ont été riches en débats, idées et discussions. Pour ceux et celles qui n'ont pas pu être présents, nous avons sélectionné quelques extraits illustrant ce qui s'est passé à Bruxelles, Lisbonne, Varsovie, Rome, Brno, Riga, Stockholm etc.

L'objectif de ces rencontres était de tirer des leçons de la mise en œuvre du programme URBACT jusqu'ici et de la participation nationale à URBACT mais aussi de présenter les termes de référence du 3ème appel à projet URBACT.

Une vidéo pour faire connaître la méthode URBACT a également été présentée lors de ces journées. Regardez sur la [chaîne vidéo URBACT](#), cette vidéo traduite en 17 langues.

Vous trouverez ci-dessous les principales présentations PowerPoint proposées au cours de ces journées :

- [Introduction au Programme URBACT II - PDF](#)
- [3ème appel à projets URBACT II - PDF](#)

Journée URBACT France

Vous avez été nombreux à participer à la journée d'information en France, qui a été notamment l'occasion d'échanger avec les partenaires français de projets URBACT, dont Limoges, Lille métropole

et Amiens. Pour consulter le compte-rendu, rendez-vous sur la rubrique « [actualités et ressources](#) » d'URBACT du site web du SGCIV.

Dynamiques des quartiers en difficulté dans les projets URBACT en France

La journée d'information en France a également été l'occasion de présenter la publication du SGCIV sur les dynamiques des quartiers en difficulté dans les projets URBACT en France.

L'analyse comprend 3 volets :

- La production de connaissances et d'analyses concernant le développement urbain intégré des quartiers en difficulté ;
- La réflexion sur des méthodes de gouvernance visant à développer ces zones urbaines dégradées ;
- La conception et la mise en œuvre de nouvelles approches et actions en faveur de leur développement.

Elle est susceptible d'intéresser les décideurs, les professionnels de la ville, les élus locaux et les acteurs impliqués dans la gestion des fonds européens et concernés par le traitement des quartiers en difficulté.

Vous pouvez télécharger cette publication à partir du [site web du SGCIV](#).

La nouvelle e-lettre d'EUKN est en ligne !

Dans cette [nouvelle édition](#), consacrée à la participation des habitants et la démocratie locale :

- Un éditorial par Brigitte Reynaud, **secrétaire générale du Conseil national des villes (CNV)**
- Un entretien avec Akli Alliouat, directeur de Kaïna-tv
- Un entretien avec Lei Meisen, ex-directeur de Neighbourhood TV
- Des ressources en ligne sur la participation des habitants, les actualités...

URBACT II

URBACT est un programme européen d'échanges et d'apprentissage dont la vocation est de promouvoir un développement urbain durable.

Il permet aux villes d'élaborer ensemble des solutions à mettre en œuvre face aux grands enjeux urbains, en réaffirmant leur rôle déterminant pour relever les défis de plus en plus complexes de nos sociétés. Il les aide à faire émerger des solutions concrètes, nouvelles et durables, qui intègrent les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement urbain. Il fait partager aux villes les bonnes pratiques et les enseignements tirés des échanges avec tous les professionnels impliqués dans la politique urbaine à travers l'Europe. URBACT en chiffres : 300 villes, 29 pays et 5 000 participants actifs.

www.urbact.eu/project